

### *Les subsides*

Quand on lui a posé la question, le ministre a dit que le gazoduc irait jusqu'à Québec, mais ignorait s'il se prolongerait jusqu'aux provinces de l'Atlantique. Le gouvernement n'a pas à cœur l'avenir de la région de l'Atlantique. Au cours des séances consacrées à l'étude du budget supplémentaire, quand il fut révélé que le gouvernement dépenserait plus de 6 millions de dollars pour acquérir 49 p. 100 des actions de la Lower Churchill Falls Development Corporation, j'ai demandé au ministre si l'énergie électrique produite par ce projet hydro-électrique pourrait alimenter le réseau électrique de la région de l'Atlantique. Le ministre n'en savait rien. Je lui ai ensuite demandé si, dans l'hypothèse où la région de l'Atlantique pouvait payer le prix exigé par cette société, cette énergie hydro-électrique devrait alimenter la région de l'Atlantique, et encore une fois il n'a rien pu répondre.

Même lorsque la région de l'Atlantique peut soutenir la concurrence, et ne réclame rien de plus que les autres régions du Canada, elle ne reçoit toujours aucune attention du gouvernement. La situation est pire quand il s'agit des problèmes de l'industrie houillère, qui nous est si essentielle et est, comme l'ont signalé nos dirigeants, absolument indispensable à l'avenir de la Nouvelle-Écosse, particulièrement quand on pense au coût élevé du pétrole, que la houille pourrait remplacer comme source d'énergie à un coût plus raisonnable. Le gouvernement n'a fait aucune promesse à la Nouvelle-Écosse. Il reconnaît que le charbon est une nécessité mais il n'est pas disposé à s'engager financièrement à contribuer à résoudre ses problèmes.

Le charbon représente maintenant une source rentable d'énergie, mais même lorsqu'un projet est économiquement rentable, le gouvernement ne lui donne aucun appui. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, des citoyens, des organismes, des travailleurs et des mineurs de la province ont présenté à maintes reprises des demandes d'aide financière en faveur de la Donkin Mines, mais le gouvernement n'a donné aucune réponse positive.

Le budget des dépenses prévoyait l'investissement d'une somme de dix millions de dollars dans l'ouverture et la mise en exploitation initiale de la mine Prince à Bras d'Or, près de Sydney Mines. Le dernier gouvernement s'y était engagé. Les crédits figurent encore au budget des dépenses, mais rien n'indique que les fonds seront jamais débloqués aux fins prévues. Quelqu'un a demandé au président du Conseil du Trésor ici même quand cette somme serait investie et il a répondu qu'il n'en savait rien. Voilà le ministre qui tient les cordons de la bourse où le MEER puise les fonds nécessaires à la relance économique des provinces de l'Atlantique.

**Une voix:** Qu'avez-vous fait de plus lorsque vous étiez au pouvoir?

**M. MacLellan:** Je n'étais pas là à ce moment-là et si le député lisait un peu, il le saurait. Je suis désolé de l'avoir réveillé. Je tâcherai de parler moins fort. Le gouvernement ne s'est engagé à rien. S'il y a encore des charbonnages dans la région de Sydney Mines, c'est uniquement grâce à la détermi-

nation de la société Devco et si la mine Prince renaît présentement, c'est uniquement grâce à un investissement de 4.7 millions de dollars de la société, somme que le gouvernement avait affectée à d'autres usages.

Une autre industrie qui est importante pour l'est de la Nouvelle-Écosse et surtout pour l'Île du Cap Breton est la société Sydney Steel. Pendant des années, l'avenir de cette société a été entouré d'incertitude. Récemment, il y a eu des études de faites. Le comité de l'Amérique du Nord britannique a déclaré que le coût de production des matières premières augmente au Canada trois fois plus rapidement que le taux d'inflation, et que si le gouvernement canadien n'intervient pas, les dix produits de base sur lesquels portait l'étude causeraient d'énormes difficultés d'ici la fin du siècle. L'un de ces produits est l'acier.

Cette sidérurgie a connu une période difficile et elle commence à peine à trouver des débouchés et à s'assurer une présence viable dans l'est de la Nouvelle-Écosse. Cette entreprise a maintenant besoin de l'aide du gouvernement qui doit s'engager fermement à cet égard, mais cet engagement n'est pas venu. Elle a reçu 7.2 millions de dollars, mais elle n'a pas reçu d'engagement ferme. Le ministre de l'Expansion économique régionale a très gentiment déclaré au comité permanent de l'expansion économique régionale que son gouvernement et son ministère s'engageaient à assurer l'existence de la société Sydney Steel jusqu'à ce qu'une solution permanente soit apportée à ses problèmes. Je remercie le ministre de son engagement, et je sais que cela apporte un énorme réconfort aux habitants des secteurs industriels du Cap Breton. Le gouvernement ne s'était toutefois pas engagé auparavant. On appréhendait toujours la fermeture de cette grosse aciérie qui emploie 3,000 personnes. Maintenant que j'ai la parole du ministre, j'ai le sentiment que cette crainte est disparue à tout jamais.

Il est primordial d'entretenir chez les Canadiens la notion de développement régional. Si nous perdions cette notion, les Canadiens cesseraient du même coup de comprendre qu'il y a de l'intérêt de l'ensemble du pays que les régions les plus favorisées se montrent généreuses envers les régions actuellement moins fortunées et investissent pour assurer le développement futur de ces régions. Cette notion revêt une grande importance pour notre pays, notamment pour la région de l'Atlantique. Si nous abandonnons ce principe de solidarité, nous sacrifions le principal lien unificateur à l'heure actuelle.

Je presse le gouvernement de se pencher non seulement sur le rôle du MEER, mais également sur celui de tous les ministères dont les activités intéressent la région de l'Atlantique, et de s'interroger sur le nombre d'emplois que créent ces ministères, ainsi que sur le mode de vie qui existe dans cette région pour assurer aux gens qui y vivent qu'ils ont le droit d'espérer pouvoir maintenir leur niveau de vie et conserver les emplois qu'ils occupent depuis tant d'années. Si le gouvernement fait cela, il aura fait beaucoup pour l'avènement d'un vrai Canada.